

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/43098]

11 JUIN 2020. — Arrêté 2020/1019 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n° 7 modifiant l'arrêté 2020/547 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°1 relatif à l'ajustement du budget général décréteil des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020

Le Collège,

Vu les lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat ;

vu le décret du 24 avril 2014 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle des services administratifs de la Commission communautaire française et des organismes administratifs publics qui en dépendent

vu le décret du 20 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020

vu l'article 2 du Décret du 19 mars 2020 accordant des pouvoirs spéciaux au Collège de la Commission communautaire française dans le cadre de la pandémie de COVID-19;

vu Les décisions du 26 mars 2020 du Collège Francophone, du Collège Réuni et du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale concernant les mesures compensatoires pour les secteurs bruxellois dits du « non-marchand » relevant des collèges de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune, et création de dotations spéciales permettant de subvenir aux besoins extraordinaires des opérateurs, en conséquence de la crise du COVID-19.

Vu la décision du 28 avril 2020 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale concernant les Mesures complémentaires de soutien aux décisions du 26 mars 2020 pour les secteurs bruxellois dits non-marchands du Social et de la Santé relevant du Collège réunies de la Commission communautaire commune et du Collège de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune et création de dotations spéciales.

Vu la décision du 14 mai 2020 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale concernant les Mesures de soutien complémentaires aux décisions du 26 mars et du 23 avril 2020 pour les secteurs non-marchands bruxellois relevant du Collège de la Commission communautaire française

Vu l'arrêté 2020/547 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux relatif à l'ajustement du budget général décréteil des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020

Considérant le besoin urgent de support financier du secteur non-marchand, tant du point de vue économique que du point de vue de la gestion des risques sanitaires du personnel social et soignant en contact avec le public dans le cadre de leurs missions, en raison de la crise liée au COVID-19;

Considérant que les liquidités du secteur sont particulièrement sous tension en cette période de crise liée au COVID-19;

Considérant que la création et l'alimentation d'une allocation spécifique permettra de disposer rapidement de moyens nécessaires afin de faire face aux contraintes liées à la crise du COVID-19;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé du Budget et après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 116, § 1<sup>er</sup>, 121, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

**Art. 2.** L'article 2 de l'arrêté 2020/547 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux relatif à l'ajustement du budget général décréteil des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020 est remplacé par ce qui suit :

Les crédits inscrits au budget général des dépenses pour l'année 2020 sont ajustés comme suit :

En milliers d'EUR.

	Crédits d'engagement	Crédits de liquidation
<u>Crédits</u>		
Initiaux	539.204	513.855
Ajustement	+ 16.274	+16.274
<b>Ajustés</b>	<b>555.478</b>	<b>530.129</b>

**Art. 3.** l'article 2 de l'arrêté 2020/547 du collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux relatif à l'ajustement du budget général décréteil des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020 est remplacé par ce qui suit :

Il est créé une allocation de base 30.001.00.21.0100, dénommée « subventions de toutes nature liées à la crise sanitaire du COVID-19 », dotée de 0 € en crédits d'engagement et 0 € en crédits de liquidation.

Il est créé une allocation de base 30.001.00.23.3200, dénommée « Subventions de toutes natures aux entreprises en lien avec la crise sanitaire COVID-19 », dotée de 36.000 € en crédits d'engagement et 36.000 € en crédits de liquidation.

Il est créé une allocation de base 30.001.00.24.3300, dénommée « Subventions de toutes nature aux associations en lien avec la crise sanitaire COVID-19. », dotée de 15.518.000 € en crédits d'engagement et 15.518.000 € en crédits de liquidation.

Il est créé une allocation de base 30.001.00.25.1211, dénommée « Subventions de toutes natures au numéro vert en lien avec la crise sanitaire COVID-19. », dotée de 120.000 € en crédits d'engagement et 120.000 € en crédits de liquidation.

Il est créé une allocation de base 30.001.00.26.4322, dénommée « Subventions de toutes natures aux communes en lien avec la crise sanitaire COVID-19. », dotée de 600.000 € en crédits d'engagement et 600.000 € en crédits de liquidation.

**Art. 4.** L'article 4 de l'arrêté 2020/547 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux relatif à l'ajustement du budget général décretaal des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020 est abrogé.

**Art. 5.** L'article 5 de l'arrêté 2020/547 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux relatif à l'ajustement du budget général décretaal des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020 est remplacé par ce qui suit :

Les articles et annexes du décret du 20 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020, hormis la création de l'allocation de base prévue à l'article 3 du présent décret ainsi que les ventilations de crédits effectuées au sein du même programme dans le courant de l'année, ne sont pas modifiés.

**Art. 6.** L'unique article de l'exposé général annexé est remplacé par ce qui suit :

		Initial 2020	Ajustement 2020
<b>Décret</b>	<b>Recettes</b>	490.625.000	506.899.000
	<b>Dépenses</b>	513.855.000	530.129.000
	<b>Solde brut</b>	-23.230.000	-23.230.000
	<b>Codes 8</b>		
	<b>Codes 9</b>	1.163.000	1.163.000
	<b>Solde SEC</b>	-22.067.000	-22.067.000
<b>Règlement</b>	<b>Recettes</b>	14.967.000	17.013.000
	<b>Dépenses</b>	21.885.000	23.931.000
	<b>Solde brut</b>	-6.918.000	-6.918.000
	<b>Codes 9</b>	27.000	27.000
	<b>Solde SEC</b>	-6.891.000	-6.891.000
<b>Totaux</b>	<b>Recettes</b>	505.592.000	523.912.000
	<b>Dépenses</b>	535.740.000	554.060.000
	<b>Solde</b>	-30.148.000	-30.148.000
	<b>Codes 8</b>	-	-
	<b>Amortissements</b>	1.190.000	1.190.000
	<b>Solde des institutions consolidées (IBFFPP)</b>	1.167.000	1.167.000
	<b>Neutralisation</b>	11.464.000	11.464.000
	<b>Neutralisation SGS Bâtiment</b>	-	-
	<b>Opérations</b>	16.327.000	16.327.000
	<b>Soldes SEC NET</b>	0	0

**Art. 7.** le Membre du Collège chargé du Budget est chargé de l'application du présent arrêté.

**Art. 8.** le présent arrêté entre en vigueur le jour de son approbation par le Collège.

Bruxelles, le 11 juin 2020.

Pour le Collège:

B. TRACHTE,  
Ministre-Présidente.

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/43098]

**11 JUNI 2020.** — Bijzonderemachtenbesluit 2020/1019 nr. 7 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het bijzonderemachtenbesluit 2020/547 nr. 1 van het college van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanpassing van de decretale algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020

Het college,

Gelet op de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op het decreet van 24 april 2014 houdende bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle van de administratieve diensten van de Franse Gemeenschapscommissie en de administratieve openbare instellingen die daarvan afhangen;

Gelet op het decreet van 20 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020;

Gelet op artikel 2 van het decreet van 19 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van de COVID-19-pandemie;

Gelet op de beslissingen van het Franstalig College, het Verenigd College en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 maart 2020 betreffende compenserende maatregelen voor de Brusselse non-profitsector die afhangt van de colleges van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, en creatie van speciale dotaties om tegemoet te komen aan de buitengewone behoeften van de operatoren, als gevolg van de COVID-19-crisis;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 april 2020 betreffende steunmaatregelen ter aanvulling van de beslissingen van 26 maart 2020 voor de Brusselse non-profit welzijns- en gezondheidssector die afhangt van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de colleges van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, en creatie van speciale dotaties;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 mei 2020 betreffende steunmaatregelen ter aanvulling van de beslissingen van 26 maart en 23 april 2020 voor de Brusselse non-profitsector die afhangt van het college van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het bijzonderemachtenbesluit 2020/547 van het college van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanpassing van de decretale algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020;

Overwegende de dringende nood aan financiële ondersteuning van de non-profitsector, zowel vanuit economisch oogpunt als vanuit het oogpunt van het beheer van de gezondheidsrisico's van het welzijns- en zorgpersoneel dat in het kader van zijn opdrachten in contact staat met het publiek, als gevolg van de crisis in verband met COVID-19;

Overwegende de liquide middelen van de sector in het bijzonder onder druk staan in deze crisisperiode in verband met COVID-19;

Overwegende dat de creatie en financiering van een specifieke allocatie zal toelaten snel over de nodige middelen te beschikken om het hoofd te bieden aan de vereisten in verband met de COVID-19-crisis;

Op de voordracht van het collegelid bevoegd voor Begroting en na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, § 1, eerste lid, 116, § 1, 121, § 1, eerste lid, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet, krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 2 van het bijzonderemachtenbesluit 2020/547 van het college van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanpassing van de decretale algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020 wordt vervangen door wat volgt:

De kredieten ingeschreven in de algemene uitgavenbegroting voor het jaar 2020 worden aangepast als volgt:

in duizend EUR

	Vastleggingskredieten	Vereffeningskredieten
<u>Kredieten</u>		
Initieel	539.204	513.855
Aanpassing	+ 16.274	+16.274
<b>Aangepast</b>	<b>555.478</b>	<b>530.129</b>

**Art. 3.** Artikel 3 van het bijzonderemachtenbesluit 2020/547 van het college van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanpassing van de decretale algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020 wordt vervangen door wat volgt:

Er wordt een basisallocatie 30.001.00.21.0100 gecreëerd, genaamd 'Toelagen van allerlei aard in verband met de COVID-19-gezondheids crisis', met 0 euro aan vastleggingskredieten en 0 euro aan vereffeningskredieten.

Er wordt een basisallocatie 30.001.00.23.3200 gecreëerd, genaamd 'Toelagen van allerlei aard aan ondernemingen in verband met de COVID-19-gezondheids crisis', met 36.000 euro aan vastleggingskredieten en 36.000 euro aan vereffeningskredieten.

Er wordt een basisallocatie 30.001.00.24.3300 gecreëerd, genaamd 'Toelagen van allerlei aard aan verenigingen in verband met de COVID-19-gezondheids crisis', met 15.518.000 euro aan vastleggingskredieten en 15.518.000 euro aan vereffeningskredieten.

Er wordt een basisallocatie 30.001.00.25.1211 gecreëerd, genaamd 'Toelagen van allerlei aard aan het groene nummer in verband met de COVID-19-gezondheids crisis', met 120.000 euro aan vastleggingskredieten en 120.000 euro aan vereffeningskredieten.

Er wordt een basisallocatie 30.001.00.26.4322 gecreëerd, genaamd 'Toelagen van allerlei aard aan de gemeenten in verband met de COVID-19-gezondheids crisis', met 600.000 euro aan vastleggingskredieten en 600.000 euro aan vereffeningskredieten.

**Art. 4.** Artikel 4 van het bijzonderemachtenbesluit 2020/547 van het college van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanpassing van de decretale algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020 wordt opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 5 van het bijzonderemachtenbesluit 2020/547 van het college van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanpassing van de decretale algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020 wordt vervangen door wat volgt:

De artikelen en bijlagen van het decreet van 20 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020 worden niet gewijzigd, met uitzondering van de creatie van de basisallocatie bedoeld in artikel 3 van dit decreet en de uitsplitsingen van de kredieten binnen hetzelfde programma in de loop van het jaar.

**Art. 6.** Het enige artikel van de bijgevoegde algemene toelichting wordt vervangen door wat volgt:

		Initieel 2020	Aanpassing 2020
<b>Decreet</b>	<b>Ontvangsten</b>	490.625.000	506.899.000
	<b>Uitgaven</b>	513.855.000	530.129.000
	<b>Brutosaldo</b>	-23.230.000	-23.230.000
	<b>Codes 8</b>		
	<b>Codes 9</b>	1.163.000	1.163.000
	<b>ESR-saldo</b>	-22.067.000	-22.067.000
<b>Reglement</b>	<b>Ontvangsten</b>	14.967.000	17.013.000
	<b>Uitgaven</b>	21.885.000	23.931.000
	<b>Brutosaldo</b>	-6.918.000	-6.918.000
	<b>Codes 9</b>	27.000	27.000
	<b>ESR-saldo</b>	-6.891.000	-6.891.000
<b>Totalen</b>	<b>Ontvangsten</b>	505.592.000	523.912.000
	<b>Uitgaven</b>	535.740.000	554.060.000
	<b>Saldo</b>	-30.148.000	-30.148.000
	<b>Codes 8</b>	-	-
	<b>Afschrijvingen</b>	1.190.000	1.190.000
	<b>Saldo geconsolideerde instellingen (IBF-FPP)</b>	1.167.000	1.167.000
	<b>Neutralisering</b>	11.464.000	11.464.000
	<b>Neutralisering SGS Bouw</b>	-	-
	<b>Operaties</b>	16.327.000	16.327.000
	<b>Netto ESR-saldo</b>	0	0

**Art. 7.** Het collegelid bevoegd voor Begroting wordt belast met de toepassing van dit besluit.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn goedkeuring door het College.

Brussel, 11 juni 2020.

Voor het College:  
B. TRACHTE,  
Minister-voorzitster.